



## Bill Clinton accusé d'avoir trompé la Russie sur le non-élargissement de l'Otan

Par [Olivier Renault](#)

Mondialisation.ca, 17 juin 2022

[Observateur continental](#)

Région : [États-Unis](#), [Russie et CEI](#)

Analyses: [Crise en Ukraine](#), [Crise en Ukraine](#), [UKRAINE](#)

L'ancien président américain, Bill Clinton, a rompu sa promesse faite à la Russie de ne pas étendre l'Otan vers l'est, a déclaré l'historien, philosophe et linguiste américain, Noam Chomsky, dans un entretien réalisé avec le Massachusetts Peace Action.

Selon Noam Chomsky, George H. W. Bush était d'accord avec Mikhaïl Gorbatchev sur le fait que l'Otan ne se déplacerait pas «d'un pouce» vers l'est en échange de l'entrée d'une Allemagne unie dans l'UE.

«George H. W. Bush a tenu sa promesse, dans les premières années. Son successeur, Bill Clinton, l'a également suivi mais au milieu des années 1990, il a commencé à dire le contraire. (...) En 1997, Bill Clinton a rompu sa promesse et a invité le groupe de Visegrad à rejoindre l'Otan. Son successeur, George W. Bush, a ouvert les portes à tout le monde, invitant même l'Ukraine dans l'Otan», a [déclaré](#) Noam Chomsky.

L'historien a noté que Bill Clinton avait induit en erreur l'ancien dirigeant russe, Boris Eltsine, en affirmant qu'il utilisait ces déclarations pour un public national aux Etats-Unis. «Il a dit à son ami Boris Eltsine en clair: »Ne t'inquiète pas, j'ai besoin de ça pour gagner l'élection présidentielle «», a-t-il expliqué. Noam Chomsky a, également, rappelé que de nombreux responsables américains ont mis en garde la Maison Blanche depuis 35 ans contre les dangers d'ignorer les intérêts de sécurité de la Russie.

Des avertissements et des tentatives d'accord avant 2022. En décembre 2021, le président russe, Vladimir Poutine, a effectué plusieurs déclarations et tenté de résoudre le conflit entre les Etats-Unis et la Russie par l'emploi de la diplomatie. Lors de la cérémonie de présentation des lettres de créance des ambassadeurs des Etats étrangers, il a proposé d'entamer des négociations de fond sur les garanties de sécurité fiables et à long terme à fournir à Moscou, en élaborant des accords spécifiques qui excluent toute nouvelle avancée de l'Otan vers l'est et le déploiement de systèmes d'armes qui menacent la Russie à proximité des frontières de la Fédération de Russie. Puis, le ministère russe des Affaires étrangères a diffusé deux projets de documents russes sur la garantie de sécurité juridique de la part des Etats-Unis et des pays membres de l'Otan.

Le projet de traité avec les Etats-Unis et l'accord avec l'Alliance ont été remis à la partie américaine le 15 décembre lors d'une réunion au ministère russe des Affaires étrangères. Enfin, lors de la conférence de presse de fin d'année, le président russe a, en particulier, [affirmé](#) que l'Otan avait «trompé» la Russie lorsqu'elle avait promis d'empêcher son avancée vers l'est dans les années 90. «Pas un pouce à l'est, nous disait-on dans les

années 90. Et alors? Ils ont triché! Juste manifestement trompé. Cinq vagues d'expansion de l'Otan. Et, maintenant, vous êtes les bienvenus, maintenant en Roumanie, en Pologne, des systèmes appropriés apparaissent», a lancé Vladimir Poutine.

Au lieu de tenir compte, des discussions et des appels de la Russie pour régler le conflit par l'emploi de la voie diplomatique, les Etats-Unis ont continué de répandre des litres d'huile sur les braises en jouant les pyromanes.

Le 7 janvier de la nouvelle année, le secrétaire d'Etat américain, Anthony Blinken, a affirmé que l'Occident n'aurait pas garanti à Moscou que l'Otan ne s'étendrait pas vers l'est. Le même jour, le secrétaire général de l'Otan, Jens Stoltenberg, a déclaré que l'Alliance ne transigerait pas avec la Russie sur les questions primordiales de sécurité, y compris le droit des pays à la rejoindre.

Le 12 janvier, l'ambassadeur de Russie aux Etats-Unis, Anatoly Antonov, a appelé Washington à éloigner le potentiel militaire américain des frontières russes. L'ambassadrice américaine auprès de l'Otan, Julianne Smith, a [déclaré](#) qu'aucun pays de l'Otan n'était prêt à faire des compromis avec la Russie sur le sujet de l'élargissement de l'Alliance, l'organisation n'envisageant pas la possibilité de «revenir aux frontières de 1997».

Le même jour, la sous-secrétaire d'Etat américaine aux affaires politiques, Victoria Nuland, a [invité](#) la Finlande et la Suède à discuter de leur adhésion à l'Otan. Le 20 février, le président russe, Vladimir Poutine, inquiet de voir la surdité des Etats-Unis, a souligné au président français, Emmanuel Macron, que les Etats-Unis et l'Otan devraient prendre au sérieux les exigences de sécurité de la Russie.

Deux jours plus tôt, les médias allemands ont rapporté qu'un document avait été [trouvé](#) dans les archives nationales britanniques qui étayent les affirmations des autorités russes selon lesquelles, lorsque l'Allemagne a été unifiée, l'Otan a promis à l'URSS que l'Alliance atlantique ne s'étendrait pas vers l'est. La France et les Etats-Unis n'ont pas décidé de tenir compte de cette preuve et, donc, de réduire leur volonté d'expansion de l'Otan.

Dans le projet d'accord avec l'Otan, la Russie a proposé que l'Alliance s'engage à poursuivre son non-élargissement, excluant, entre autres, l'adhésion de l'Ukraine. Moscou a demandé à l'Otan d'abandonner toute activité militaire en dehors de ses frontières, en Ukraine et dans d'autres territoires d'Europe de l'Est, comme en Transcaucasie et en Asie centrale. Il a été demandé à l'Otan de ne pas déployer d'armes supplémentaires et de nouveaux contingents militaires en dehors des pays dans lesquels ils étaient déployés à partir de mai 1997 (avant l'inclusion des pays d'Europe de l'Est dans l'Otan).

Olivier Renault

La source originale de cet article est [Observateur continental](#)  
Copyright © [Olivier Renault](#), [Observateur continental](#), 2022

## A propos :

Olivier Renault, journaliste. Il travaillé, entre autres, pour RUE89, Die Junge Freiheit, des sociétés de production à Berlin et Hambourg pour la télévision allemande...

**Avis de non-responsabilité** : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](http://Mondialisation.ca) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](http://Mondialisation.ca) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)

[Mondialisation.ca](http://Mondialisation.ca) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)